



Déclaration intersyndicale 23 septembre 2010

Aujourd'hui à l'appel des organisations syndicales de Moselle Cfdt, CFTC, CGT, CFE-CGC, FSU et UNSA nous sommes très nombreux salariés du privé et du public, chômeurs, retraités, jeunes et moins jeunes pour dire une fois encore notre opposition déterminée à la réforme des retraites concoctée par le gouvernement !

Le 7 septembre nous étions plus de 2 millions de manifestants dans toute la France pour dire notre opposition farouche au projet. Devant cette mobilisation exceptionnelle le président de la République et le gouvernement ont bien été contraints de reconnaître la réussite de la journée d'action mais les « mesurette » présentées le 8 septembre s'apparentent plutôt à du bricolage et n'ont rien changé au fond de la réforme injuste et inacceptable. Alors nous sommes venus dire encore plus haut et encore plus fort que nous ne voulons pas de cette réforme injuste.

Le 15 septembre sans surprise les députés de la majorité eux aussi complètement indifférents à l'ampleur des mobilisations et vraisemblablement nullement ébranlés par les résultats de sondages qui montrent clairement qu'une majorité de français n'accepte pas le contenu de cette réforme ont adopté le texte.

Alors aujourd'hui nous interpellons les députés de droite de nos circonscriptions. Celles et ceux qui demain viendront serrer les mains sur les marchés en expliquant combien ils et elles sont à l'écoute des salariés, combien ils et elles sont soucieux face aux situations de pénibilité au travail, combien ils et elles sont sensibles aux problèmes des basses pensions et en particulier bien entendu celles des femmes, combien ils et elles sont préoccupé-e-s par le chômage des jeunes... Les mêmes qui sans état d'âme et comme un seul homme ont voté le 15 septembre dernier le texte de cette réforme inacceptable, qui va aggraver les inégalités et ne répond en rien aux enjeux à long terme !

Nous voulons une réforme juste !

Nous ne voulons pas de l'allongement de l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans parce que c'est une mesure injuste qui va pénaliser les salariés et en particulier tous ceux qui ont commencé à travailler jeunes, qui sont souvent les moins diplômés, les moins bien payés et qui occupent les emplois les plus

pénibles ! Ce sont eux qui devront cotiser plus longtemps sans aucune amélioration de leur pension.

Chaque année près de 100 000 jeunes commencent à travailler à 18 ans ou moins.

Nous ne voulons pas du recul de l'âge de 65 ans à 67 ans pour bénéficier d'une retraite sans pénalité !

C'est une mesure injuste qui va durement aggraver la situation des salariés qui ont eu des parcours professionnels morcelés, en particulier les femmes dont près de 30% font valoir aujourd'hui leurs droits à la retraite à 65 ans pour éviter une pénalité sur leur pension. Alors qu'elles forment déjà le gros bataillon des retraités les plus défavorisés, le nombre de femmes pauvres va augmenter !

Cette mesure injuste va aussi pénaliser toutes celles et tous ceux qui sont entrés tardivement sur le marché du travail.

Ce report des âges légaux va aussi entraîner une prolongation du chômage pour tous les salariés qui ne sont plus en activité lorsqu'ils partent à la retraite ce qui les pénalisera financièrement et reportera les charges financières sur d'autres comptes sociaux.

Nous refusons cette réforme qui va creuser les inégalités au lieu de les réduire !

Nous refusons cette réforme qui réduit la question de la pénibilité à celle de l'incapacité !

En France l'espérance de vie dépasse 80 ans depuis 2000, c'est la plus élevée du monde mais les différences d'espérance de vie entre catégories socioprofessionnelles y sont parmi les plus grandes en Europe ! Une étude récente montre que les hommes de 50 ans qui ont une profession qualifiée peuvent espérer vivre 23 ans en bonne santé contre un peu moins de 14 ans pour les ouvriers ! Et ces inégalités d'espérance de vie en bonne santé persistent même après le départ en retraite.

Nous voulons une réforme qui reconnaisse la pénibilité du travail dans ses conséquences sur l'espérance de vie des salariés qui y ont été exposés.

Nous voulons une réforme juste

Nous voulons une réforme qui garantisse la pérennité de notre système par répartition.

Nous ne voulons pas de cette réforme qui fait reposer l'essentiel de l'effort sur les salariés, sans répondre au besoin de financement, sans garantir la pérennité du système par répartition.

Nous refusons que les fonctionnaires se voient imposer une hausse drastique du taux de leur cotisation, en période de gel des salaires, conduisant à une baisse importante et injuste de leur pouvoir d'achat.

Nous redisons haut et fort que aujourd'hui comme hier, les salariés n'acceptent pas de payer la facture de la crise financière et économique dont ils ne sont pas responsables.

Nous voulons aussi redire avec force que la question de l'emploi et celle de l'avenir des retraites sont étroitement liées !

Dans un sondage récent, parmi les 16 grandes priorités des français c'est Le chômage et l'emploi qui arrivent en première position avec 78% des réponses, le financement des retraites étant la deuxième priorité.

Et précisons que n'en déplaise à messieurs Sarkozy, Hortefeux et autres agitateurs de chiffon rouge, la sécurité des biens et des personnes n'arrive qu'en huitième position !

Le projet de loi sera examiné en commission des affaires sociales au Sénat, à partir du 27 septembre, le vote final aura lieu mi octobre.

Pendant les débats la mobilisation continue !

Nous ne voulons pas de cette réforme injuste et inefficace.

Le gouvernement et les sénateurs doivent nous entendre !

Une autre réforme est possible.

Dés demain les organisations syndicales nationales se réuniront pour décider ensemble des suites à donner à nos actions .

Notre détermination ne faiblit pas et c'est ensemble que nous pouvons gagner !

Pour l'intersyndicale

Dominique MARCHAL Secrétaire générale de la CFDT